

DECLARATION LIMINAIRE – CHSCT du 25 novembre 2019

Madame la Présidente,

Le Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT) qui se réunit ce jour se tient dans un contexte marqué par le projet destructeur de notre Administration, appelé de façon mensongère « nouveau réseau de proximité ».

Mensongère puisque de toute évidence, le soi-disant « réseau » des Finances Publiques n'existera plus, si toutefois ce plan machiavélique était mis en œuvre. En effet, comment employer ce terme si 8 trésoreries sont supprimées (7 compte-tenu du fait que les mobilisations récentes contre le « nouveau réseau de proximité » ont permis le maintien de la Paierie Départementale comme trésorerie de pleine compétence) ?

Comment parler de « proximité » lorsque ces suppressions feront accomplir un nombre considérable de kilomètres aux usagers qui ont les moyens de se déplacer en automobile ? Pour ceux qui ne le peuvent pas, vous nous rétorquerez, conformément aux éléments de langage ahanés ad nauseam par les directions départementales, qu'il conviendra d'être moderne en utilisant Internet ou d'appeler des centres d'appel.

Solidaires Finances Publiques vous informe donc, au cas où vous ne seriez pas encore au courant, qu'en France, presque un quart de la population française souffre d'illectronisme et parmi eux, non seulement des personnes âgées mais également une proportion non négligeable de moins de 35 ans. L'illectronisme, ce sont donc les 20 % de Français qui renoncent à accomplir certaines tâches et notamment leurs démarches administratives en ligne, faute de se sentir suffisamment à l'aise sur Internet.

Vous parlerez donc à ces Français du « nouveau réseau de proximité » !

Vous l'expliquerez également aux usagers qui patientent en essayant de contacter des centres d'appel surchargés. Nous savons dans l'Aude, puisque c'est de l'aveu même de la Direction locale, que le taux d'appels aboutis au centre de contact de Carcassonne s'est élevé à seulement 10 % au moment du démarrage du Prélèvement à la Source. Quant au taux moyen d'appels aboutis, mystère puisque manifestation aucun chiffre n'est donné par la Direction locale : serait-ce donc parce que les résultats en seraient désastreux ?

Les élus, les usagers et les agents des Finances Publiques ne sont pas dupes de la supercherie qui consiste à présenter la destruction de nos missions et services comme une « augmentation de l'amplitude des points de contact » et une amélioration des conseils et analyses prodigués à nos partenaires.

Les élus du département de l'Aude manifestent massivement leur opposition irréductible à ce projet. Tout d'abord, les communes, communautés de communes et d'agglomération ainsi que le conseil départemental ont délibéré en nombre contre le « nouveau réseau de proximité ». Ils ont par ailleurs participé avec enthousiasme aux mobilisations organisées par l'intersyndicale devant les 10 sites menacés.

Ils ont enfin refusé de participer à la mascarade que la Direction a organisée, à savoir la fameuse « concertation » qui consiste à feindre de discuter de mesures déjà prises du fait du Prince. Ainsi, le 17 octobre, l'opération de propagande et d'enfumage destinée aux élus de Carcassonne Agglo n'a même pas réuni 25 % de ces mêmes élus !

Cela devrait interpeller tout de même sérieusement nos dirigeants locaux qui n'ont, semble-t-il, toujours pas pris conscience de leur entêtement borné à défendre des mesures toxiques unanimement dénoncées.



Quant aux agents des Finances Publiques, ils vous ont fait part depuis le mois de juin de leur refus de ce projet destructeur par des mouvements de grève, la participation aux journées de mobilisation de l'intersyndicale des Finances Publiques devant les trésoreries et le service menacés de fermeture, par le boycott par les organisations syndicales représentatives des comités techniques de propagande sur le sujet et par la participation à la votation où plus de 95 % des participants se sont prononcés contre le « nouveau réseau de proximité ».

Par conséquent, sachez que les agents du département de l'Aude n'acceptent pas ce « nouveau réseau de proximité » !

Sachez que les agents du département de l'Aude n'accepteront pas ce « nouveau réseau de proximité » !
Sachez que les agents du département de l'Aude n'accepteront JAMAIS ce « nouveau réseau de proximité » !

Solidaires Finances Publiques réclame donc une nouvelle fois l'abrogation de ce projet et la réunion, canton par canton, d'une commission composée d'élus locaux, de représentants d'usagers et d'agents des Finances Publiques chargée de déterminer quelle doit être la nature du réseau des services des finances dans ce département.

Et puisque nous participons à une session du CHSCT, nous mettons en outre solennellement en garde la Direction contre les graves risques psycho-sociaux induits par ce plan. Déjà 5 agents des Finances Publiques ont mis fin à leurs jours depuis le mois de septembre sans que la DGFIP ne prenne la mesure de ses responsabilités dans ces actes.

Qu'attendent donc les Directions locale et nationale pour mettre un terme définitif à ces projets destructeurs et mortifères appelés tantôt « géographie revisitée », tantôt « déconcentration de proximité », tantôt « nouveau réseau de proximité » et autre novlangue écœurante.

Nous n'accepterons en aucun cas un syndrome « France Télécom » aux Finances Publiques !

Cette volonté de nos dirigeants, cadres prétendument « supérieurs », de détruire nos vies professionnelles accompagnée par celle de saborder la médecine préventive dans ce département ne restera pas sans réponse.

Soyez certaine que le combat des agents continuera jusqu'à la satisfaction totale de nos légitimes revendications !

